

Nucléaire : Riposte Laïque se met à porter les mêmes œillères qu'il reproche à ses adversaires

Face à un danger, l'attitude saine a toujours consisté à le regarder en face et à l'étudier. C'est ce que fait Riposte Laïque face à l'islamisation, et qu'il reproche, à juste titre, à des personnes comme Cohn-Bendit de refuser de faire. Mais depuis la catastrophe de Fukushima, force est de constater qu'il est tombé exactement dans le même travers ! Cyrano glorifie les cégétistes (dont les 16èmes mois sont payés par les contribuables français) qui réagissent par la force des poings aux arguments scientifiques, et Christine Tasin invite, pour les besoins de son article, un expert dont la compétence en la matière semble proche de zéro, et se convertit tout d'un coup au mythe du réchauffement de la planète, qui contrairement au danger de la radioactivité, n'a pas encore été prouvé ! Au sujet de Tchernobyl, cet « expert », non content de présenter un chiffre de 4000 cancers de la thyroïde dont on se demande d'où il sort, ignore résolument les 800.000 liquidateurs de la centrale, dont 125.000, soit plus de un sur huit, seraient morts à l'heure actuelle, ce qui fait beaucoup pour des hommes jeunes. Cerise sur le gâteau, cet expert « oublie » de mentionner la théorie de l'approche linéaire sans seuil aux faibles doses de radiations, ne serait-ce que pour la contester. Enfin, comble de l'ineptie scientifique, il mentionne à l'appui de ses dires le fameux réacteur nucléaire naturel du Gabon ! Ce réacteur naturel ayant été actif il y a deux milliards d'années, la plupart de ses produits de fission et de son combustible ont eu largement le temps de se dégrader en produits non radioactifs, et on ne voit pas très bien ce que cela peut

apporter à la connaissance de l'industrie nucléaire contemporaine ! Il faudrait que des géologues aient pu trouver des résidus de ce réacteur à travers le monde. Une telle étude serait riche d'enseignements, mais à ma connaissance, elle n'a jamais été entreprise.

L'énergie nucléaire, un bref bilan

Raisonnons comme les compagnies d'assurance, qui, en bons capitalistes sachant compter, incluent dans tous les contrats (vous pourrez vérifier sur votre police d'assurance voiture ou logement) la clause d'exclusion pour « les risques résultant de la fission du noyau de l'atome ». A la naissance de l'industrie nucléaire, les assureurs n'avaient pas le recul nécessaire pour estimer le risque et ont donc logiquement inclus cette clause dans leurs contrats. Le risque, en matière d'assurance, se calcule ainsi : dégâts maximum connus pour le type d'accident considéré x occurrence statistique des accidents, ce qui est facile à calculer, par exemple, en matière d'accidents automobiles. En matière nucléaire, l'occurrence statistique était prétendument égale à zéro, tandis que les dégâts maximum à prévoir étaient la disparition totale de l'humanité, soit l'infini x zéro, ce qui n'est guère rassurant pour un assureur. La suite des événements ne les a pas amenés à supprimer cette clause, car il s'avère en 2011 que le risque statistique est de plus d'un accident grave tous les dix ans. Voici la liste de ces accidents graves, cette liste excluant les accidents militaires (sous-marins nucléaires disparus en mer, bombes atomiques perdues ou éventrées au sol) et les accidents dus à des sources radioactives médicales, ne retenant que les accidents très graves, qualifiés de catastrophes, survenus à des réacteurs nucléaires terrestres. Les accidents dits mineurs, même ayant provoqué des relâchements de radioactivité dans l'environnement, sont donc exclus de cette liste :

- 1952 : Réacteur de Chalk River (Ontario, Canada)
- 1957 : Réacteur de Kyshtym, dans la région de Tcheliabinsk (Sibérie occidentale, URSS)
- 1957 : Usine de Windscale, dans le Nord-Ouest de

l'Angleterre (Angleterre, Royaume-Uni)

– 1959 : Réacteur du Santa Susana Field Laboratory (Californie, Etats-Unis)

– 1979 : Réacteur n° 2 de Three Miles Island (Pennsylvannie, Etat-Unis)

– 1986 : Réacteur n° 4 de Tchernobyl (Ukraine, URSS)

– 2011 : Centrale de Fukushima Dai-Ichi, 6 réacteurs (Préfecture de Fukushima, Japon)

S'il est trop tôt pour faire le bilan de la catastrophe de Fukushima, le risque de fusion d'un ou de plusieurs cœurs, de destruction de la mégalopole Tokyo – Yokohama – Nagoya – Kobe – Osaka et de forte contamination radioactive de la planète entière étant toujours présent, on peut tirer un bilan relativement sommaire des autres catastrophes. Sommaire parce que bien souvent les doses de radioactivité libérées n'ont pas été évaluées, et que, dans tous les cas, aucune enquête épidémiologique n'a été menée, sauf parfois dans les environs immédiats des centrales, mais il ne s'agit que d'études très partielles. Toutes ces catastrophes ont provoqué d'énormes rejets de radioactivité dans l'environnement : à Chalk River, les rejets liquides ont été évacués dans un lac voisin, et ils se sont déchargés dans la rivière émissaire du lac, d'où ils sont « partis dans la nature ». La catastrophe de Kyshtym a produit au sol une « plume » hautement radioactive d'environ 250 kilomètres sur 10, atteignant par endroits des niveaux de 2 curies par kilomètre carrés, et les déchets, aussi bien en fonctionnement normal que suite à la catastrophe, ont été rejetés dans le lac Karachaï, lieu le plus radioactif du monde, où un séjour de deux heures à proximité du lac est mortel. Après la catastrophe de Windscale, il a été retrouvé des radio-isotopes jusque dans la toundra canadienne. Le site de Windscale, rebaptisé en Sellafield après la catastrophe, est le plus radioactif d'Europe occidentale, et le taux de leucémies dans la région est de 1000% supérieur au taux normal. On trouve très peu de données sur le Santa Susana Field Laboratory, mais l'Institute for Energy and Environmental Research a estimé que les rejets d'iode

radioactif avait été de 80 à 100 fois plus élevés que ceux relevés pour Three Miles Island. En ce qui concerne les conséquences sanitaires de Three Miles Island, une étude de l'Université de Caroline du Nord indique des taux de cancers et de leucémies supérieurs de 200% à 1000% à la normale dans la région environnante. Pour Tchernobyl, on ne dispose pas de données épidémiologiques fiables, mais il faut mentionner le taux avéré de plus d'un mort sur huit chez les fameux « liquidateurs » de la centrale, taux qui pourrait même être supérieur, car les liquidateurs ayant été principalement recrutés – de force – dans les ex-républiques soviétiques satellites de la Russie, et étant retournés majoritairement chez eux après l'éclatement de l'URSS, on ne dispose d'aucun suivi, et on ne connaît pas les causes de décès. Il est évident que tous les décès ne sont pas dus à la radioactivité, mais un taux de mortalité de 1 pour 8 en une vingtaine d'années pour des hommes jeunes est extrêmement élevé. Des scientifiques de l'ex-Union Soviétique ont tenté de réaliser une étude épidémiologique, mais ont subi toutes sortes de pressions, et l'un d'entre eux a même été emprisonné de nombreuses années en Biélorussie. De toutes ces catastrophes, on peut retenir les décès avérés et la création de deux zones interdites : l'une autour de Tchernobyl, et l'autre, immense, dans la région de Kyshtym. Cette dernière zone a été classée en 1988 en « parc naturel », gardé militairement. Il est fort possible qu'une zone interdite soit créée dans les années qui viennent autour de Fukushima, ce qui, dans un pays à forte densité de population comme le Japon, créera des problèmes autrement plus difficiles à résoudre qu'en Sibérie Occidentale.

Comment faire un bilan sanitaire de toutes ces catastrophes ? Il s'agit là d'une tâche énorme, qui demanderait des moyens gouvernementaux au niveau mondial. On peut seulement se livrer à quelques hypothèses, et quoi qu'il en soit, considérer que les chiffres officiels, que ce soit sous Staline ou dans les pays démocratiques, sont largement sous-évalués. Tout d'abord, les niveaux de dangerosité admis pendant de longues années par

l'OMS étaient basés sur les études faites sur les survivants d'Hiroshima et de Nagasaki, dont on a commencé à s'apercevoir dans les années 50 que leurs résultats étaient erronés, mais les critiques ont été étouffées sous la pression de l'industrie nucléaire pendant plusieurs décennies ; les données venant des études d'Hiroshima et de Nagasaki étaient encore en vigueur auprès de l'OMS après Tchernobyl. En particulier, ces études tendaient à démontrer qu'il existait un seuil en dessous duquel la radioactivité n'était pas dangereuse, notion qui a été contestée pour la première fois par Alice Stewart vers 1950. Des études entreprises alors par Alice Stewart, Rosalie Bertell et John Goffman ont tendu à démontrer l'inexistence de l'effet de seuil et la nocivité de la radioactivité aux plus infimes doses. Alice Stewart était partie de la constatation que les taux de leucémies avaient fait un bond gigantesque dans les années 50 par rapport aux années d'avant-guerre, et avait fait le rapprochement avec les essais atomiques atmosphériques, ce qui l'avait amené à effectuer une étude sur les travailleurs de l'usine nucléaire de Hanford, dans l'Etat de Washington aux Etats-Unis. Les diverses études de ces trois chercheurs ont eu un retentissement mondial, retentissement tellement fort qu'ils se sont vus tous les trois totalement bloqués dans leurs carrières scientifiques sous la pression de l'industrie nucléaire, et donc mis dans l'impossibilité matérielle d'entreprendre des études de plus grande ampleur.

Selon Alice Stewart, toutes les leucémies seraient provoquées par la radioactivité, qu'elle soit naturelle ou due à l'activité humaine (elle a en particulier découvert la forte influence des examens radiologiques des femmes enceintes sur l'apparition de la leucémie chez l'enfant). Sur la radioactivité naturelle, souvent invoquée comme excuse par les tenants de l'énergie nucléaire, il faut donner quelques précisions. Tout d'abord, on sait de longue date que dans les régions à forte radioactivité naturelle, telles que la Bretagne, le taux de malformations congénitales est très supérieur à la moyenne. Ensuite, cette radioactivité se limite

à un rayonnement externe, tandis que la radioactivité artificielle, pour une dose identique, est bien souvent ingérée avec des aliments contaminés, et, à ce titre, va se fixer dans le corps et continuer à y rayonner pendant des durées dépendant de la période de demi-vie de chaque élément (quelques semaines pour l'iode radioactif dont la période est de huit jours, toute la vie pour le césium et le strontium radioactifs, dont la période est d'environ trente ans). Etant donné le peu d'études réalisées en dehors de celles de Stewart, Bertell et Gofman, et l'absence totale d'études statistiques de grande ampleur, ainsi que l'effet de « dilution » de la radioactivité artificielle (quasi-impossibilité de tracer l'origine d'un cancer), la communauté scientifique est actuellement très partagée sur le sujet, ce dont profite abondamment l'industrie nucléaire dans sa propagande. Il s'agit bien de propagande, car dans toutes ses communications vis-à-vis du public, elle a constamment repris les chiffres les plus bas, alors qu'il existe des fourchettes, par exemple pour Tchernobyl, de 56 à 1 million de morts, mais il est tout aussi malhonnête de parler de 56 morts qu'il le serait de parler de 1 million de morts sans commenter ces chiffres. Enfin, lorsque l'on parle de radioactivité, on pense tout de suite au cancer et à la leucémie, mais il ne faut pas oublier que les effets sur la santé sont bien plus nombreux, allant de l'affaiblissement du système immunitaire aux mutations génétiques pouvant s'étaler sur plusieurs générations.

Le cas de la France

La France dans le domaine nucléaire est un cas particulier. Contrairement à ce que suggère Christine Tasin dans son article, personne, c'est à souhaiter, n'espère une catastrophe nucléaire en France, mais il faut noter que la France est le pays le plus nucléarisé du monde, produisant, d'après les documents qu'EDF envoie à chaque abonné, 82,1% de son électricité par l'énergie nucléaire (facture EDF du mois de mars 2011). S'il est vrai que par plusieurs aspects, le nucléaire français est plus sûr que dans d'autres pays, la

France est en revanche le créateur du combustible Mox, qu'elle emploie dans près de la moitié de ses réacteurs. Or le Mox contient du plutonium, dont la dose létale pour un être humain est de 0,7 microgramme, ce qui signifie que 50 grammes suffiraient à éliminer Tokyo, Yokohama, Nagoya, Kobe et Osaka de la surface de la planète, et qu'il faudrait 5 kilogrammes pour tuer l'humanité toute entière. Ajoutons à cela que le Mox rend les réacteurs beaucoup plus difficiles à piloter qu'avec l'uranium enrichi classique, et que les accidents de criticité (réaction en chaîne, ou, autrement dit, démarrage d'une bombe atomique) sont possibles. La France n'a fort heureusement pas connu de catastrophe nucléaire, mais elle a connu de nombreux incidents – dont au moins un accident de criticité – qui ont tous été – heureusement – stoppés avant de tourner à la catastrophe. Certains de ces « incidents » ont provoqué des rejets de radioactivité dans l'environnement. L'un des plus graves, et qui a bien failli tourner à la catastrophe, s'est produit à la centrale du Blayais, située en plein cœur du vignoble bordelais. Ajoutons que plusieurs centrales, telles que la centrale de Fessenheim, l'une des plus anciennes de France, sont situées en zone sismique. En ce qui concerne le volet économique, le programme nucléaire français a été initié par le Général de Gaulle pour des raisons militaires, et a toujours été un gouffre financier en raison des énormes investissements nécessaires. L'électricité que la France revend à bas prix aux autres pays européens a été financée par les contribuables français depuis les années 50, et EDF reste toujours l'entreprise la plus endettée de France, bien loin devant la SNCF, ce qui curieusement ne fait jamais les gros titres des journaux comme pour la SNCF.

Fukushima

Il est difficile de parler de Fukushima pour le moment, car à l'heure de la rédaction de cet article, aucun des réacteurs n'est sous contrôle. Grâce au sacrifice volontaire des « équipes des 50 », dont il faut saluer l'héroïsme, la température du combustible des cœurs et des piscines est redescendue en dessous de 100° Celsius, au prix d'un arrosage

extérieur qui a d'ailleurs pour effet de rejeter davantage d'isotopes radioactifs dans l'atmosphère et dans les eaux, mais aucune stabilisation définitive ni aucun confinement de la radioactivité ne seront possible tant que les systèmes de refroidissement n'auront pas redémarré, et la fusion d'un cœur reste toujours possible, ce qui, dans le pire des cas, s'il s'agissait du réacteur n° 3 fonctionnant au Mox, pourrait envoyer du plutonium sur Tokyo. Même si ce scénario reste peu probable, il est trop effroyable pour envisager avec une sérénité une probabilité de 1 sur 1 million ! Le redémarrage des pompes de refroidissement, annoncé pour la semaine dernière, devrait avoir lieu, selon les derniers communiqués, dans les semaines, voire dans les mois qui viennent, car les équipes de secours doivent vérifier un à un tous les composants pour éviter une nouvelle catastrophe lors de la remise sous tension, ces vérifications étant rendues encore plus difficiles par les niveaux très élevés de radioactivité dans les parties concernées du site. Tant que ce redémarrage n'aura pas eu lieu, l'humanité vivra avec une bombe à retardement au-dessus de la tête, si tant est qu'aucune tuyauterie des systèmes de refroidissement n'ait été endommagée, auquel cas il faudra trouver d'autres solutions pour la neutralisation définitive du combustible et son confinement. Lorsque ces opérations auront été menées à bien, il faudra alors procéder à un travail de confinement, d'évaluation de la radioactivité rejetée, de décontamination des régions touchées –une zone d'interdiction à la présence humaine n'étant pas à exclure, comme nous l'avons vu – et de neutralisation définitive (par quels moyens, cela reste à inventer) du site. Le tout pourrait prendre plusieurs années.

En guise de conclusion

En guise de conclusion, on n'en sait pas grand-chose sur les dangers du nucléaire ! Mais face à un danger, se boucher les yeux est la pire des attitudes possibles, nous l'avons suffisamment reproché à nos adversaires pour ne pas faire comme eux ! Comme pour l'islamisation, nous devons examiner les faits, non les ressentis, notre fierté nationale dût-elle

en souffrir, et en tirer les conclusions. Tout comme la crainte de l'islam n'est pas réservée aux fascistes, la crainte du nucléaire n'est pas réservée aux anciens de mai 68 ou aux partisans de la privatisation d'EDF (cette privatisation n'étant que purement rhétorique, car quel investisseur voudrait racheter une entreprise aussi lourdement endettée, et qui est déjà grevée de ses futures dépenses de démantèlement des centrales hors-service ?). Personne n'a dit qu'il serait facile de se passer de l'électricité d'origine nucléaire, mais nécessité fait loi, et si c'est la survie de l'humanité qui est en jeu, il lui faudra bien trouver d'autres solutions pour son approvisionnement en énergie. Non, Cohn-Bendit n'est pas crédible quand il demande un référendum sur le nucléaire après avoir refusé comme il l'a fait un référendum sur les minarets, mais nous ne le serions pas plus si nous refusions un référendum sur le nucléaire après nous être réjouis de celui sur les minarets. Espérons qu'encore une fois, la petite Suisse va nous montrer le chemin !

Vincent Maunoury